

ne sera probablement pas utilisée pendant deux ans d'affilée. Il faudra peut-être qu'il la pulvériser deux fois sans quoi il devra peut-être battre l'ivraie. En outre, il doit acquitter les impôts fonciers pendant deux ans et, je le répète, cette terre ne produira pas pendant ce temps-là, car il ne peut se permettre d'y faire paître du bétail. Donc, pour obtenir \$10 l'acre, il doit laisser sa terre improductive. Franchement, ce cultivateur ne saurait souscrire à ce programme.

Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) nous a dit au cours du débat que le gouvernement établirait probablement des commissions de médiation ou de règlement pour régler les problèmes à mesure qu'ils se poseront. Je puis lui dire qu'à peu près la moitié des Canadiens de l'Ouest comparaitront devant ces commissions, car le programme n'a pas été conçu pour des êtres humains, encore moins pour des cultivateurs. Selon moi, ce ne sera qu'un autre monstre bureaucratique, comme celui des auteurs du Livre blanc du début de l'année.

Trop de commissions et d'organismes cherchent depuis trop longtemps dans notre pays à contrecarrer la loi de l'offre et de la demande. Qui peut me dire que les cultivateurs à l'heure actuelle, avec leurs excédents de céréales, ne se trouveraient pas en meilleure posture s'ils pouvaient les vendre à raison de 75c. ou même \$1 le boisseau au lieu de les laisser s'empiler et d'accepter le prix qu'offre le gouvernement pour des ventes permises? Si nous avions utilisé en prix de soutien le milliard que nous consacrons depuis quinze ans à l'entreposage des céréales, outre le montant de 140 millions de dollars qui sera dépensé aux termes de ce programme et qu'on ait employé cette somme pour vendre les céréales sur les marchés du monde, la situation serait différente aujourd'hui. Un pareil programme aurait eu un plus grand effet en chaîne sur l'économie que le genre de subventions qu'on propose à l'heure actuelle.

Personnellement, j'ai constaté que les cultivateurs de l'Ouest ne veulent ni charité ni programme semblable.

Des programmes comme celui qu'on propose font croire au reste des Canadiens que les cultivateurs de l'Ouest reçoivent la charité. Or, ils n'en veulent pas, ils veulent simplement qu'on perfectionne nos méthodes de vente sur les marchés du monde. Dès l'avis de certains, si l'on affronte la concurrence internationale, les cultivateurs devront peut-être accepter des prix plus bas pour leur blé, et ils ne peuvent pas se le permettre. Or, je vous le demande, les États-Unis, l'Australie et d'autres pays n'affrontent-ils pas la concurrence sur les marchés libres du monde et leurs cultivateurs empochent-ils moins d'argent que les nôtres? Je ne le crois pas. Bien sûr nous

devons affronter la concurrence. Nous ne pourrions pas vivre bien longtemps encore dans le cocon que nous nous sommes tissé avec ce régime artificiel de commercialisation mondiale. J'ai parlé de charité. Lorsqu'on applique des programmes comme celui-ci, les Canadiens des régions urbaines et des centres industriels s'imaginent que les cultivateurs acceptent la charité.

• (10.50 p.m.)

Les médias créent aussi cette impression parfois, mais j'ignore s'ils le font sur les instructions du ministre. Samedi dernier, j'ai regardé un programme télédiffusé de Regina par la Société Radio-Canada. On interviewait des fermiers d'Indian Head dans une taverne locale, imaginez! Cela fait rire peut-être, mais c'est une preuve que les fermiers boivent un peu de bière. Il n'y en a sûrement pas beaucoup qui boivent de la bière en quantité ces temps-ci. Pourquoi n'installe-t-on pas les caméras de télévision dans des endroits mieux appropriés? Pourquoi représente-t-on les fermiers dans cette condition? Ainsi, on nous montre parfois des réserves indiennes où de pauvres enfants affamés se pressent contre leurs parents dans des abris en papier gondonné parce qu'ils ont froid. Pourquoi ne pas nous montrer ce qu'ils font pendant leurs moments de loisir? Pourquoi ne va-t-on pas interviewer ces gens à la taverne locale, où ils dépensent 75 p. 100 des allocations qu'on leur verse en vertu des traités? Pourquoi ne pas montrer la situation telle qu'elle est, au lieu de choisir le fermier et de nous le faire voir dans une taverne, alors qu'il est une des personnes les plus indépendantes et industrieuses du pays?

La même situation vaut pour les tracteurs. Les médias nous font voir de grosses machines coûteuses sur les fermes et laissent entendre que les cultivateurs ne peuvent pas être pauvres. On ne souffle pas mot des hypothèques très élevées sur cet outillage. Bien souvent, ce n'est que grâce à la générosité des détaillants qu'ils peuvent se le procurer. Si les cultivateurs doivent jamais abandonner leurs affaires, la situation ne sera plus la même dans les villes et les régions industrielles du Canada. C'est l'un des secteurs de productivité les plus importants au Canada, de fait dans le monde entier.

Le ministre chargé de la Commission du blé a proposé que nous l'aidions à faire accepter ce programme aux Canadiens. Le ministre a parlé à certains groupes. J'ignore s'il y avait 1,000 ou 600 personnes à Mackenzie. Il a parlé à 500 personnes ailleurs. Pourquoi le ministre ne demande pas à certains députés de l'opposition de s'envoler avec lui à bord du Jetstar pour expliquer la situation aux gens? Il y a certaines choses que nous pourrions expliquer aussi clairement que lui.